

AMENDEMENTS 001-012

déposés par la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Rapport

Tanja Fajon

A7-0042/2009

Ressortissants de pays tiers soumis à une obligation de visa pour franchir les frontières extérieures ou exemptés de cette obligation

Proposition de règlement (COM(2009)0366 – C7-0112/2009 – 2009/0104(CNS))

Amendement 1

Proposition de règlement – acte modificatif

Considérant 1

Texte proposé par la Commission

(1) La composition des listes de pays tiers figurant *respectivement* aux annexes I et II du règlement (CE) n° 539/2001 du 15 mars 2001 devrait être et rester conforme aux critères énoncés au considérant 5 *de ce* règlement. Il *conviendrait* que certains pays *tiers*, dont la situation a évolué au regard de ces critères, soient transférés d'une annexe à l'autre.

Amendement

(1) ***La Commission a engagé le dialogue actuel sur la libéralisation du régime des visas, dans le cadre d'une approche régionale et d'une perspective européenne, avec des pays des Balkans occidentaux, sur un pied d'égalité et sans aucune discrimination.*** La composition des listes de pays tiers figurant aux annexes I et II du règlement (CE) n° 539/2001 du 15 mars 2001 devrait être et rester conforme aux critères énoncés au considérant 5 *dudit* règlement. Il *convient* que certains pays ***des Balkans occidentaux (l'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie)***, dont la situation a évolué au regard de ces critères, soient transférés d'une annexe à l'autre. ***Les mêmes critères, fixés dans les feuilles de route pour la libéralisation du régime des visas, devraient s'appliquer à***

tous les pays concernés.

Amendement 2

Proposition de règlement – acte modificatif Considérant 1 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(1 bis) Tous les pays des Balkans occidentaux qui ont atteint les objectifs de référence devraient se voir appliquer le régime de déplacement sans obligation de visa à partir du début de l'année 2010. Les pays qui, en dépit de progrès significatifs, n'ont pas entièrement atteint les objectifs de référence devraient se voir accorder le même privilège dès qu'ils atteindront les objectifs fixés dans leurs feuilles de route respectives pour la libéralisation du régime des visas.

Amendement 3

Proposition de règlement – acte modificatif Considérant 2

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2) Des accords visant à faciliter la délivrance de visas conclus avec cinq pays des Balkans occidentaux – ***l'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie*** – sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2008, ce qui a constitué un premier pas concret sur la voie, tracée par *l'Agenda* de Thessalonique, d'un régime de déplacement sans obligation de visa pour les ressortissants des pays des Balkans occidentaux. Avec chacun de ces pays, un dialogue relatif à la libéralisation du régime des visas a été engagé en 2008, et une feuille de route établie à cet effet. Dans son évaluation de la mise en œuvre des feuilles de route de mai 2009, la Commission a estimé que l'ancienne République yougoslave de

(2) Des accords visant à faciliter la délivrance de visas conclus avec cinq pays des Balkans occidentaux sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2008, ce qui a constitué un premier pas concret sur la voie, tracée par *l'agenda* de Thessalonique, d'un régime de déplacement sans obligation de visa pour les ressortissants des pays des Balkans occidentaux. Avec chacun de ces pays, un dialogue relatif à la libéralisation du régime des visas a été engagé en 2008, et une feuille de route établie à cet effet. Dans son évaluation de la mise en œuvre des feuilles de route de mai 2009, la Commission a estimé que l'ancienne République yougoslave de Macédoine avait atteint tous les objectifs de référence fixés dans sa feuille de route, tandis que le Monténégro et la Serbie

Macédoine avait atteint tous les objectifs de référence fixés dans sa feuille de route, tandis que le Monténégro et la Serbie avaient atteint la grande majorité des objectifs de référence fixés dans leurs feuilles de route respectives.

avaient atteint la grande majorité des objectifs de référence fixés dans leurs feuilles de route respectives. ***L'Albanie et la Bosnie-et-Herzégovine ont accompli des progrès supplémentaires en ce qui concerne la majorité de leurs objectifs de référence depuis l'évaluation de la Commission de mai 2009.***

Justification

La première partie découle de l'amendement 1.

La seconde partie apporte des informations manquantes concernant deux États des Balkans occidentaux qui étaient couverts par les dialogues sur la libéralisation du régime des visas et en particulier par les évaluations de la Commission de mai 2009. De l'avis de la Commission, les deux pays ont réalisé des progrès importants et des progrès significatifs (non repris dans la proposition de la Commission de juillet 2009) ont été accomplis entre mai et septembre 2009.

Amendement 4

Proposition de règlement – acte modificatif Considérant 2 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(2 bis) Afin de faire progresser la mise en œuvre de l'agenda de Thessalonique et dans le cadre de sa stratégie régionale, la Commission devrait engager, dans les limites de ses compétences et à la lumière de la résolution 1244(1999) du Conseil de sécurité des Nations unies, un dialogue sur les visas avec le Kosovo en vue d'établir une feuille de route pour faciliter et libéraliser la délivrance des visas, sur le modèle de celles établies avec des pays des Balkans occidentaux.

Amendement 5

Proposition de règlement – acte modificatif Considérant 3 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(3 bis) Afin de renforcer le processus de stabilisation et d'association, la suppression de l'obligation de visa pour les déplacements améliorera la

participation au marché commun progressivement mis en place avec l'Albanie, la Bosnie-et-Herzégovine, le Monténégro et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et favorisera le commerce, l'innovation et la croissance.

Justification

Des accords de stabilisation et d'association sont actuellement en vigueur: avec l'ancienne République yougoslave de Macédoine (entré en vigueur le 1^{er} mai 2004) et avec la Croatie (entré en vigueur le 1^{er} février 2005). L'accord avec l'Albanie a été signé en juin 2006 et l'accord intérimaire concernant le commerce et les mesures d'accompagnement est entré en vigueur le 1^{er} décembre 2006. L'accord de stabilisation et d'association avec l'Albanie est maintenant en vigueur depuis le 1^{er} avril 2009. L'accord de stabilisation et d'association et l'accord intérimaire avec le Monténégro ont été signés le 15 octobre 2007 et l'accord intérimaire est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2008; les accords avec la Bosnie-et-Herzégovine ont été signés le 16 juin 2008 et l'accord intérimaire est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2008. Les accords avec la Serbie ne sont pas encore signés et aucun accord intérimaire n'est en vigueur.

Amendement 6

Proposition de règlement – acte modificatif **Considérant 4**

Texte proposé par la Commission

(4) Par conséquent, il y a lieu de transférer l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie *[ces deux derniers pays devant avoir atteint tous les objectifs de référence au plus tard à la date d'adoption du présent règlement]* vers l'annexe II du règlement (CE) n° 539/2001. *Cette exemption* de visa ne doit s'appliquer qu'aux titulaires de passeports biométriques délivrés par l'un de ces *trois* pays.

Amendement

(4) Par conséquent, il y a lieu de transférer l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie, ***l'Albanie et la Bosnie-et-Herzégovine*** vers l'annexe II du règlement (CE) n° 539/2001. ***Le Monténégro et la Serbie devraient avoir atteint tous les objectifs de référence à la date d'adoption du présent règlement. L'exemption de l'obligation de visa devrait s'appliquer à l'Albanie et à la Bosnie-et-Herzégovine après une évaluation de la Commission confirmant que chacun de ces pays répond à tous les objectifs de référence fixés dans sa feuille de route pour la libéralisation du régime des visas et après l'approbation de cette évaluation par le Conseil. L'exemption*** de visa ne devrait s'appliquer qu'aux titulaires de passeports biométriques délivrés par l'un de ces ***cinq*** pays.

Justification

Le considérant est modifié en raison des amendements 5 et 6 qui modifient le texte du règlement (CE) n° 539/2001. La libéralisation du régime des visas ne s'appliquera que lorsque tous les objectifs de référence seront remplis.

Amendement 7

Proposition de règlement – acte modificatif

Considérant 4 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 bis) La Commission devrait présenter sans retard et au plus tard au début de l'année 2010 un rapport sur les progrès de l'Albanie et de la Bosnie-et-Herzégovine dans la réalisation de tous les objectifs de référence fixés dans la feuille de route.

Amendement 8

Proposition de règlement – acte modificatif

Considérant 4 ter (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 ter) Bien que l'Albanie et de la Bosnie-et-Herzégovine aient fait des progrès sur la voie de la réalisation de leurs objectifs de référence respectifs, les autorités compétentes d'Albanie et de Bosnie-et-Herzégovine devraient procéder sans retard aux réformes nécessaires pour atteindre pleinement lesdits objectifs.

Amendement 9

Proposition de règlement – acte modificatif

Considérant 4 quater (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(4 quater) La Commission devrait aider les autorités compétentes d'Albanie et de Bosnie-et-Herzégovine à cet égard.

Amendement 10

Proposition de règlement – acte modificatif
Considérant 5 bis (nouveau)

Texte proposé par la Commission

Amendement

(5 bis) Le processus de libéralisation du régime des visas devrait servir de référence pour définir les relations avec les partenaires orientaux de l'Union européenne.

Justification

Conformément au point 7 de la déclaration commune du sommet du Partenariat oriental qui a eu lieu à Prague, l'Union européenne a pour objectif la libéralisation complète du régime des visas avec ses voisins orientaux, sous réserve que ceux-ci remplissent les conditions nécessaires.

Amendement 11

Proposition de règlement – acte modificatif
Article 1 – point 1 – sous-point -a (nouveau)
Règlement (CE) n° 539/2001
Annexe I – partie 1

Texte proposé par la Commission

Amendement

-a) dans la partie 1), les mentions de l'Albanie et de la Bosnie-et-Herzégovine sont remplacées par le texte suivant:

"Albanie (*)

Bosnie-et-Herzégovine (*)

(*) Le nom du pays est supprimé de la présente annexe et inscrit à l'annexe II après une évaluation de la Commission confirmant que ce pays répond à tous les objectifs de référence fixés dans la feuille de route pour la libéralisation du régime des visas et conformément au traité.";

Amendement 12

Proposition de règlement – acte modificatif
Article 1 – point 2
Règlement (CE) n° 539/2001
Annexe II – partie 1

Texte proposé par la Commission

2) À l'annexe II, partie 1), les mentions suivantes sont insérées:

"Ancienne République yougoslave de Macédoine (*)

Monténégro (*)

Serbie [à l'exclusion des titulaires de passeports serbes délivrés par la direction de coordination serbe (en serbe: Koordinaciona uprava)](*)

(*) L'exemption de l'obligation de visa ne s'applique qu'aux titulaires de passeports biométriques."

Amendement

2) À l'annexe II, partie 1), les mentions suivantes sont insérées:

"Albanie (*)

Bosnie-et-Herzégovine (*)

Ancienne République yougoslave de Macédoine (**)

Monténégro (**)

Serbie [à l'exclusion des titulaires de passeports serbes délivrés par la direction de coordination serbe (en serbe: Koordinaciona uprava)] (**)

(*) Le nom du pays est supprimé de l'annexe I et inscrit à la présente annexe après une évaluation de la Commission confirmant que ce pays répond à tous les objectifs de référence fixés dans la feuille de route pour la libéralisation du régime des visas et conformément au traité. L'exemption de l'obligation de visa ne s'applique qu'aux titulaires de passeports biométriques.

() L'exemption de l'obligation de visa ne s'applique qu'aux titulaires de passeports biométriques."**